

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans son édition du vendredi 25 février 2005, Ouest-France rend compte du dépôt par le PS et l'UDF du dossier de candidature de la Basse-Normandie pour devenir « pôle de compétitivité » au titre de la filière cheval.

Que notre Basse-Normandie devienne la région européenne du cheval, je ne puis que m'en réjouir, et me dois de rappeler la politique menée en ce sens par l'ancienne majorité depuis de nombreuses années.

En effet, c'est René GARREC qui a voulu la création du Conseil des Chevaux de Normandie, dont la présidence fut longtemps assumée par Paul ESSARTIAL, aujourd'hui président national de l'ensemble des structures qui se sont créées en France sur le modèle bas-normand.

C'est aussi nous qui avons lancé, soutenus par plus de 50.000 bas-normands, la candidature de la région pour l'organisation des jeux équestres mondiaux en 2010.

C'est enfin nous qui avons répondu « oui » à la proposition d'Aix-La-Chapelle pour que notre région soit, l'été dernier, l'invitée d'honneur de cette manifestation majeure en Europe.

Voilà de quoi, je pense, relativiser les reproches qui nous furent faits sur notre soit-disant manque de projets comme sur le vide des dossiers. Il faut croire qu'ils n'étaient pas si mauvais, puisqu'ils ont été intégralement repris.

Sur le fond, je veux dire mon inquiétude de voir se dessiner une politique axée sur l'aide à la commercialisation et l'utilisation d'outils modernes de communication. Je crains qu'elle ne soit mise en place au bénéfice de quelques-uns, et au détriment des petits éleveurs que nous avons toujours voulu soutenir. Ce sont les petits éleveurs et leurs chevaux qui font vivre chez nous le milieu rural équin, avec courage et avec talent. La vraie richesse c'est eux.

Sur la forme, je suis attristé de voir écrit que « ce dossier réunit PS et UDF » comme si les représentants de ces deux formations politiques étaient les seuls dépositaires de la passion normande pour le cheval. Il est vrai que les seconds ont été, lors des dernières échéances, les meilleurs alliés des premiers. Disqualifiés à la première épreuve, ils recueillent aujourd'hui les gratifications qu'on doit aux supporteurs de circonstance. Je suis convaincu que les éleveurs bas-normands, qui ne manquent pas de bon sens, ne sont pas édifiés par cet attelage.

Michel THOURY
Conseiller régional